

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 21 novembre 2007 par M. François Fillon, Premier ministre et M. Éric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Gilles Carrez (3 juillet 2007) - Rapport n° 445 (29 novembre 2007)

Discussion les 5 et 6 décembre 2007 - Adoption le 6 décembre 2007 - Projet de loi de finances rectificative n° 61

Sénat (première lecture)

Dépôt le 7 décembre 2007 - N° 119 (2007-2008)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur : M. Philippe Marini - Rapport n° 127 (2007-2008) (12 décembre 2007) - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales - Rapporteur pour avis : M. Alain Vasselle - Avis n° 128 (2007-2008) (12 décembre 2007)

Discussion les 17 et 18 décembre 2007 - Adoption le 18 décembre 2007 - Projet de loi n° 33

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 19 décembre 2007 - N° 511

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Commission mixte paritaire

Nomination le 20 décembre 2007 (J.O. p. 20577) - Réunion le 19 décembre 2007 - Bureau (J.O. p. 20577)

Assemblée nationale (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Gilles Carrez - Rapport n° 515 (19 décembre 2007)

Discussion et adoption le 20 décembre 2007 - Projet de loi n° 74

Sénat (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Philippe Marini - Rapport n° 148 (2007-2008) (19 décembre 2007)

Discussion et adoption définitive le 20 décembre 2007 - Projet de loi n° 43 (2007-2008)

Promulgation

Loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 publiée au J.O. du 28 décembre 2007 (p. 21482)

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Intervention du Gouvernement
M. Éric Woerth (p. 5024)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Gilles Carrez (p. 5026)

Intervention du président de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 5028)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 5037)
Soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5030)
Soutenue par M. Pierre-Alain Muet (p. 5030)
Intervention du Gouvernement : M. Éric Woerth (p. 5033)
Explications de vote : M. Jérôme Chartier (p. 5034) ; M. Daniel Paul (p. 5035) ; M. Jean Launay (p. 5036) ; M. Charles de Courson (p. 5036)

Question préalable : rejetée (p. 5042)
Opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5037)
Intervention du Gouvernement : M. Éric Woerth (p. 5040)
Explications de vote : M. Jérôme Chartier (p. 5040) ; M. Michel Vergnier (p. 5041)

Discussion générale
M. Charles de Courson (p. 5042) ; M. Jérôme Chartier (p. 5044) ; M. Thierry Carcenac (p. 5045) ; M. François de Rugy (p. 5046) ; M. Victorin Lurel (p. 5047) ; M. Hervé Mariton (p. 5048) ; M. Michel Vergnier (p. 5054) ; M. Patrick Roy (p. 5055) ; M. Michel Bouvard (p. 5055) ; M. Serge Letchimy (p. 5057) ; M. Patrick Bloche (p. 5058) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5058)

Intervention du Gouvernement
M. Éric Woerth (p. 5059)

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 5067)
De M. Jean-Marc Ayrault (p. 5063)
Soutenue par M. Jean Launay (p. 5063)
Explications de vote : M. Michel Vergnier (p. 5065) ; M. Charles de Courson (p. 5066) ; M. Louis Giscard d'Estaing (p. 5066) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5066)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :
M. Gilles Carrez (p. 5067 à 5147)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :
M. Éric Woerth (p. 5067 à 5148)

**PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

Titre premier

Dispositions relatives aux ressources

Ressources affectées

A - Dispositions relatives aux collectivités territoriales

Article 1er (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIPP) : adopté après modification (p. 5067)

Adts n^{os} 122 à 126 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5067)

Article 2 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance - TSCA) : adopté (p. 5068)

Article 3 (affectation du produit des amendes de police) : adopté après modification (p. 5068)

Intervenant : M. Gilles Carrez (p. 5068)

Adt n^o 127 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5068)

Adt n^o 3 de la commission : adopté (p. 5068)

Adt n^o 106 de M. Michel Bouvard (p. 5068)

Adt n^o 121 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5068)

B - Autres dispositions

Article 4 (autorisation de perception de la redevance de gestion des fréquences radioélectriques) : adopté (p. 5068)

Article 5 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale) : adopté après modification (p. 5068)

Adt n^o 28 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5068)

Article 6 (financement des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires) (p. 5068) : adopté après modification (p. 5069)

Adts n^{os} 29 et 30 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5068 et s.)

Après l'article 6

Adt n^o 186 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 % et institution d'une provision pour leurs dépenses au titre des énergies renouvelables ou en faveur des alternatives au transport routier) : rejeté (p. 5069)

Adt n^o 185 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 %) : rejeté (p. 5069)

Adt n^o 166 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8 %) (p. 5069) : rejeté (p. 5070)

Adt n^o 167 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux réduit ramené de 5,5 % à 5 % sur certains biens et services) : rejeté (p. 5070)

Adt n^o 168 de M. Henri Emmanuelli (TVA : fruits et légumes au taux de 2,1 %) : rejeté (p. 5070)

Adt n^o 240 de M. Charles de Courson (réversions d'usufruit au profit du conjoint survivant : régime des droits de mutation par décès) (p. 5070) : retiré (p. 5071)

Adt n^o 204 de M. Patrice Martin-Lalande (programmes régionaux de France 3 : financement par l'État pour 2007 de leur reprise sur la TNT gratuite) : retiré (p. 5071)

Titre II

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois) (p. 5071) : adoptés après modification (p. 5072)

Adt n^o 4 de la commission (p. 5071) : adopté (p. 5072)

Adoption de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (p. 5073)

**SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DISPOSITIONS SPECIALES**

Titre premier

Autorisations budgétaires pour 2007 - Crédits et découverts

Crédits des missions

Article 8 et état B (budget général : ouverture de crédits supplémentaires) : adoptés après modification (p. 5073)

Intervenant : M. Éric Woerth (p. 5073)

Adt n^o 276 du Gouvernement : adopté (p. 5073)

Article 9 et état B' (budget général : annulation de crédits) : adoptés après modification (p. 5073)

Intervenant : M. Éric Woerth (p. 5073)

Adt n^o 277 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 5073)

Article 10 et état C (budgets annexes : ouverture de crédits supplémentaires) : adoptés (p. 5073)

Article 11 et état D (comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires) : adoptés (p. 5073)

Article 12 et état D' (compte spéciaux : annulation de crédits) : adopté (p. 5073)

Titre II

Ratification de décrets d'avance

Avant l'article 13

Adt n° 31 de M. Gilles Carrez (intitulé du titre II) : adopté (p. 5073)

Article 13 (ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) : adopté après modification (p. 5073)

Intervenant : M. Éric Woerth (p. 5073)

Adt n° 59 du Gouvernement : adopté (p. 5073)

Titre III

Dispositions permanentes

I – Mesures fiscales non rattachées

Avant l'article 14

Adt n° 32 de M. Gilles Carrez (intitulé du titre III) : adopté (p. 5074)

Article 14 (aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration) (p. 5074) : adopté après modification (p. 5075)

Adt n° 119 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5074)

Adts identiques n°s 110 et 243

Adt n° 110 de M. Michel Bouvard (p. 5074)

Adt n° 243 de M. Charles de Courson (p. 5074)

Adt n° 244 de M. Charles de Courson (p. 5074)

Adt n° 151 de M. Jérôme Chartier : adopté (p. 5075)

Article 15 (création d'une procédure de franchise fiscale) (p. 5075) : adopté après modification (p. 5076)

Adts n°s 55, 50, 46 à 49, 51 et 52, 45, 53 et 54 rectifiés de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5075 et s.)

Article 16 (création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : adopté après modification (p. 5076)

Adt n° 143 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5076)

Après l'article 16

Adt n° 210 rectifié de M. Jacques Myard (instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des communes d'implantation des hippodromes) : adopté (p. 5076)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées) (p. 5076) : adopté après modification (p. 5077)

Adt n° 42 de M. Lionel Tardy (p. 5076) : adopté (p. 5077)

Adts identiques n°s 109 et 245

Adt n° 109 de M. Michel Bouvard (p. 5076)

Adt n° 245 de M. Charles de Courson (p. 5076)

Adt n° 67 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5077)

Après l'article 17

Adt n° 81 rectifié du Gouvernement (aménagement de la taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés par des personnes morales) : adopté (p. 5077)

Adt n° 101 de M. Michel Bouvard (secret fiscal et douanier : levée au profit des services de renseignement) : adopté (p. 5077)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels) (p. 5077) : adopté après modification (p. 5080)

Interventions : M. Pierre-Alain Muet (p. 5077 et s.) ; M. Gilles Carrez (p. 5078 et s.) ; M. Charles de Courson (p. 5079) ; M. Eric Woerth (p. 5079 et s.) ; M. Michel Bouvard (p. 5079) ; M. Jean Launay (p. 5080) ; M. Didier Migaud (p. 5080)

Adt n° 163 (de suppression) de M. Jérôme Cahuzac (p. 5077)

Adts identiques n°s 107 et 175

Adt n° 107 de M. Michel Bouvard (p. 5078)

Adt n° 175 de M. Jérôme Cahuzac (p. 5078)

Adt n° 5 de la commission (p. 5078) : adopté après modification (p. 5080)

Sous-adt n° 287 du Gouvernement (p. 5079) : adopté (p. 5080)

Adt n° 6 de la commission : adopté (p. 5080)

Après l'article 18

Adt n° 189 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du bouclier fiscal) (p. 5086) : rejeté (p. 5087)

Adt n° 7 de la commission (extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5087)

Adt n° 171 de M. Pascal Terrasse (titres restaurant : relèvement de 4,98 € à 6 € de la part maximale exonérée d'impôt et de cotisations sociales de participation des employeurs) : rejeté (p. 5087)

Adt n° 19 rectifié de M. François Vannson (réduction d'impôt pour les investissements immobiliers locatifs réalisés dans des résidences de tourisme classées dans les zones de revitalisation rurales : extension aux communes

de 2 000 à 4 000 habitants) (p. 5087) : rejeté (p. 5088)

Adt n° 203 de M. Patrice Martin-Lalande (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) (p. 5088) : rejeté (p. 5089)

Adt n° 184 de M. Jérôme Cahuzac (travaux visant à économiser l'énergie dans la résidence principale : majoration de 10 points des différents crédits d'impôt) : rejeté (p. 5089)

Adt n° 212 de M. Lionel Tardy (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) : retiré (p. 5089)

Adt n° 179 de M. Jérôme Cahuzac (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 5089) : rejeté (p. 5090)

Adt n° 190 de M. Jean Launay (suppression du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5090)

Adt n° 169 de M. Guillaume Garot (frais de formation professionnelle dans l'enseignement supérieur exposés par les salariés : crédit d'impôt de 50 % limité à 5 000 €) (p. 5090) : rejeté (p. 5091)

Article 19 (allègements de fiscalité locale au profit des personnes hébergées en maison de retraite) : adopté (p. 5091)

Après l'article 19

Adt n° 195 de M. Pierre-Alain Muet (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées ou invalides respectivement non assujetties à l'impôt sur le revenu ou percevant des revenus d'un montant inférieur aux limites définies à l'article 1417 du code général des impôts) (p. 5091) : rejeté (p. 5095)

Adt n° 90 de M. Jacques Remiller (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 5091)

Adt n° 194 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091) : rejeté (p. 5095)

Adt n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5095)

Adt n° 237 de M. Charles de Courson (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5092) : devenu sans objet (p. 5095)

Adt n° 238 de M. Charles de Courson (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 et de 25 % en 2009 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5092) : devenu sans objet (p. 5095)

Adt n° 191 de M. Jean Launay (redevance audiovisuelle : exonération des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5095) : rejeté (p. 5096)

Adt n° 193 de M. Jean Launay (redevance audiovisuelle : exonération des étudiants boursiers) (p. 5095) : rejeté (p. 5096)

Adt n° 192 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096) : rejeté (p. 5097)

Article 20 (régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un Pass Foncier) (p. 5097) : adopté (p. 5099)

Intervenant : M. Pierre Méhaignerie (p. 5098)

Adt n° 224 de M. Charles de Courson (p. 5097)

Après l'article 20

Adt n° 225 de M. Sébastien Huyghe (réduction de la contribution d'ISF par des dons de titres à certains organismes d'intérêt général : suppression de l'imposition des plus-values) : rejeté (p. 5099)

Adt n° 226 de M. Sébastien Huyghe (réduction de la contribution d'ISF par des dons de titres à certains organismes d'intérêt général : suppression de l'imposition des plus-values pour les titres acquis avant le 20 juin 2007) : rejeté (p. 5099)

Adt n° 199 de M. Gérard Hamel (vente de biens immobiliers à des établissements publics fonciers en vue de la construction de logements sociaux : exonération des plus-values et délai de revente porté de un an à trois ans) (p. 5099) : retiré (p. 5100)

Adt n° 218 de M. Lionel Tardy (harmonisation des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux : taux de 1,1 % et plafond de 4 000 €) : retiré (p. 5100)

Adt n° 8 de la commission (droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux : suppression du plafond de 4 000 € bénéficiant aux actions à compter du 1er janvier 2008) (p. 5100) : retiré (p. 5101)

Sous-adt n° 153 de M. Jérôme Chartier (à compter du 1er janvier 2009) (p. 5100) : retiré (p. 5101)

Adt n° 227 de M. Sébastien Huyghe (article 751 du code général des impôts : présomption de fictivité levée dans le cas où la donation réalise indirectement le démembrement de propriété) : retiré (p. 5101)

Adt n° 96 de M. Michel Bouvard (fondations universitaires et structures de partenariat créées par la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités : exonération des droits de mutation sur les dons et legs reçus) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5101)

Adt n° 41 de M. Lionel Tardy (déclaration de succession : dispense pour le conjoint survivant,

le partenaire survivant d'un PACS et les frères et sœurs bénéficiant de l'exonération des droits de mutation par décès) : rejeté (p. 5101)

Adt n° 174 de M. Jérôme Cahuzac (ISF : intégration des œuvres d'art) : rejeté (p. 5101)

Adt n° 266 de M. Jean-Michel Fourgous (ISF : amélioration des dispositifs de réduction d'assiette et de diminution du montant de l'imposition en faveur des investissements effectués dans les PME par la souscription de parts de fonds communs de placements à risque ou de fonds communs de placement pour l'innovation) (p. 5102) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Sous-adt n° 290 de M. Charles de Courson (prise en compte de la réglementation européenne : exclusion des entreprises en difficulté et limitation du montant des souscriptions par société à 1,5 millions d'euros par période de douze mois) (p. 5102) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Adt n° 86 de M. Richard Mallié (ISF : exonération de la résidence principale à hauteur de 400 000 €) : retiré (p. 5103)

Adt n° 265 de M. Jean-Michel Fourgous (allongement du délai laissé à une holding pour réinvestir dans une PME les sommes ouvrant droit à une réduction d'ISF) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Adts identiques n°s 9 et 20

Adt n° 9 de la commission (ISF : éligibilité des dons aux associations reconnues d'utilité publique pour la réduction de l'imposition) (p. 5104) : rejeté (p. 5105)

Adt n° 20 de M. François Vannson (ISF : éligibilité des dons aux associations reconnues d'utilité publique pour la réduction de l'imposition) (p. 5104) : rejeté (p. 5105)

Article 21 (actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire de minimis) : adopté après modification (p. 5105)

Adt n° 37 de M. Lionel Tardy (p. 5105)

Adts n°s 74, 69 à 71 rectifié, 73 rectifié, 72 et 68 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5105)

Après l'article 21

Adts identiques n°s 40 et 99

Adt n° 40 de M. Lionel Tardy (prorogation jusqu'en 2011 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la protection de l'environnement) (p. 5105) : retiré (p. 5106)

Adt n° 99 de M. Michel Bouvard (prorogation jusqu'en 2011 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la protection de l'environnement) : retiré (p. 5106)

Adt n° 150 de M. Jérôme Chartier (prorogation jusqu'en 2010 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la

protection de l'environnement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5106)

Adt n° 165 de M. Jean Launay (régime fiscal de la micro entreprise : relèvement de 5 % des seuils de chiffres d'affaires) : rejeté (p. 5106)

Adt n° 112 de M. Didier Migaud (régime fiscal de la micro entreprise : "lissage" de la sortie du dispositif) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5106)

Adt n° 206 de M. Jean Launay (régime fiscal de la micro entreprise : indexation des seuils de chiffres d'affaires sur l'indice des prix hors tabac) : rejeté (p. 5107)

Adt n° 11 de la commission (sociétés coopératives d'intérêt collectif - déductibilité de la part des excédents mis en réserves impartageables) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5107)

Adt n° 83 de M. Michel Herbillon (industrie phonographique : amélioration du crédit d'impôt) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5107)

Adt n° 10 de la commission (réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés de presse) (p. 5107) : adopté (p. 5108)

Adt n° 220 de M. Yves Censi (groupes de sociétés : aménagement du régime fiscal en faveur des scissions partielles) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Adts identiques n°s 12 rectifié et 98

Adt n° 12 rectifié de la commission (consortium d'approvisionnement en électricité des sociétés électro-intensives : prorogation au 1er janvier 2009 de la date limite de souscription permettant de bénéficier de l'avantage fiscal) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Adt n° 98 de M. Michel Bouvard (consortium d'approvisionnement en électricité des sociétés électro-intensives : prorogation au 1er janvier 2009 de la date limite de souscription permettant de bénéficier de l'avantage fiscal) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Adt n° 95 de M. Michel Bouvard (extension du crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale aux dépenses de conseil) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Adt n° 149 rectifié de M. Jérôme Chartier (agriculture biologique : prorogation du crédit d'impôt jusqu'en 2010) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Adt n° 39 de M. Lionel Tardy (taxe sur les véhicules de sociétés : déductibilité) (p. 5108) : rejeté (p. 5109)

Adt n° 183 de M. Jérôme Cahuzac (taxe sur les véhicules de sociétés : suppression de la limitation à deux ans de l'exonération des véhicules "propres") : rejeté (p. 5109)

Adt n° 178 de M. Jérôme Cahuzac (allègements de charges consentis aux entreprises : condition

de négociations salariales de branche) : rejeté (p. 5109)

Adt n° 176 de M. Jérôme Cahuzac (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) : rejeté (p. 5109)

Article 22 (transposition de la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée) (p. 5109) : adopté après modification (p. 5110)

Adt n° 120 de M. Gilles Carrez (p. 5109) : adopté (p. 5110)

Après l'article 22

Adt n° 43 de M. Yves Bur (ostéopathes "exclusifs" : exonération de la TVA) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5110)

Adt n° 64 de M. Louis Giscard d'Estaing (pâtes de fruits et fruits confits : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 5110)

Adt n° 255 de M. Charles de Courson (pompes funèbres : TVA au taux réduit) (p. 5110) : retiré (p. 5111)

Adt n° 223 de M. Yves Censi (TVA : dispense de déclaration pour les opérations exonérées) : adopté (p. 5111)

Adt n° 158 de M. Jérôme Cahuzac (huiles végétales pures utilisées à l'exclusion de tout mélange à tout autre produit : TVA au taux réduit) (p. 5111) : retiré (p. 5112)

Adt n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5112) : adopté (p. 5114)

Adt n° 173 de M. Jacques Bascou (exploitants agricoles : suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe ADAR) : rejeté (p. 5120)

Adt n° 172 de M. Jacques Bascou (viticulture : exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles dite taxe ADAR) : rejeté (p. 5120)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité) (p. 5120) : adopté après modification (p. 5123)

Intervenant : M. Jean Launay (p. 5121)

Adt n° 164 (de suppression) de M. Jérôme Cahuzac (p. 5121)

Adts n°s 129 à 131 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5121)

Adt n° 108 de M. Michel Bouvard : adopté (p. 5121)

Adts n°s 132 et 133 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5121)

Adt n° 187 rectifié de M. Jean Launay (p. 5122)

Adts n°s 136 et 137 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5122)

Adt n° 104 de M. Michel Bouvard (p. 5122)

Adts n°s 138 à 141 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5123)

Adt n° 105 de M. Michel Bouvard : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5123)

Après l'article 23

Adt n° 278 du Gouvernement (application d'un "malus CO²" lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5123) : adopté (p. 5128)

Sous-adt n° 286 de M. Charles de Courson (véhicules fonctionnant au flexfuel : exonération) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Sous-adt n° 291 de M. Stéphane Demilly (véhicules fonctionnant au carburant modulable : calcul sur un rejet de CO² réduit de 85 %) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Sous-adt n° 283 de M. Marc Le Fur (nouveau barème établi par place assise) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Sous-adt n° 284 de M. Marc Le Fur (véhicules offrant plus de cinq places assises : exonération) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Sous-adt n° 293 de M. Charles de Courson (véhicules fonctionnant à l'E85 : réduction de 50 % du montant de la taxe) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Article 24 (ajustement du taux de droit de licence dû par les débiteurs de tabac et mise en conformité communautaire de la fiscalité sur les cigarettes) : adopté (p. 5128)

Intervenant : M. Gilles Carrez (p. 5128)

Adt n° 13 de la commission (p. 5128)

Après l'article 24

Adt n° 246 de M. Charles de Courson (tabac à rouler : minimum de perception du droit de consommation fixé à 83 € au lieu des 85 € prévus par le projet de loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5128)

Adts identiques n°s 66 et 247

Adt n° 66 de M. François Scellier (produits du tabac : transport ou détention limités à 200 cigarettes ou 400 grammes de tabac) (p. 5128) : rejeté (p. 5129)

Adt n° 247 de M. Charles de Courson (produits du tabac : transport ou détention limités à 200 cigarettes ou 400 grammes de tabac) : rejeté (p. 5129)

Article 25 (simplification du régime de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux stocks de

carburants et aux opérations de remboursement pour les transporteurs routiers) : adopté (p. 5129)

Après l'article 25

Adt n° 208 de M. Jérôme Cahuzac (TIPP flottante) : rejeté (p. 5129)

Adts n°s 251 et 250 de M. Charles de Courson (rééquilibrage des aides fiscales entre les différentes filières de biocarburants) (p. 5129) : rejetés (p. 5130)

Adt n° 188 de M. Jean Launay (chèque transport : généralisation) : rejeté (p. 5130)

Adt n° 94 de M. Charles de Courson (sacs en plastique : institution d'une taxe) (p. 5130) : retiré (p. 5131)

Adt n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5131) : adopté après modification (p. 5133)

Sous-adt n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) (p. 5132) : adopté (p. 5133)

Article 26 (transfert du recouvrement de la cotisation minimale de taxe professionnelle à la direction générale des impôts) : adopté (p. 5133)

Après l'article 26

Adt n° 272 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle : précisions relatives au calcul du "ticket modérateur") (p. 5133) : adopté (p. 5134)

Adt n° 97 de M. Michel Bouvard (presse : précision relative à l'exonération de taxe professionnelle pour les activités de groupage et de distribution) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5134)

Adt n° 198 de M. Michel Bouvard ("librairies indépendantes de référence" : exonération de taxe professionnelle) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5134)

Adt n° 236 de M. Charles de Courson (interdiction de fumer dans les cafés, hôtels, restaurants, discothèques et bars-tabac : possibilité de dérogation et, pour les bars-tabacs de moins de cent mètres carrés, de réduction de 50 % des bases de taxe professionnelle) (p. 5134) : rejeté (p. 5135)

Adt n° 152 de M. Jérôme Chartier (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 : précisions relatives au calcul du "ticket modérateur") : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5135)

Adt n° 196 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique dont les taux sont en période de lissage : neutralisation de la variation des bases dans le

mode de calcul du taux de référence commune par commune) : rejeté (p. 5135)

Article 27 (modernisation du système d'immatriculation des véhicules) : adopté (p. 5135)

Intervenant : M. Michel Bouvard (p. 5135)

Après l'article 27

Adt n° 274 de M. François Vannson (étudiants : exonération de la taxe d'habitation) (p. 5135) : rejeté (p. 5136)

Adt n° 181 de M. Jean-Louis Dumont (transactions immobilières portant sur plus de 700 m² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) : rejeté (p. 5136)

Adt n° 155 de M. Jérôme Chartier (résidences mobiles terrestres : entrée en vigueur de la taxe d'habitation reportée à 2013) (p. 5136) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5137)

Sous-adt n° 294 de M. Gilles Carrez (report à 2010) (p. 5136) : adopté (p. 5137)

Article 28 (mise en œuvre au niveau national d'un télé-service de gestion des documents d'accompagnement des produits soumis à accises) : adopté après modification (p. 5137)

Adts n°s 114 et 115 de M. Gilles Carrez : adoptés (p. 5137)

Après l'article 28

Adt n° 221 de M. Yves Censi (eaux minérales naturelles : suppression de la possibilité de double assujettissement au droit spécifique) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 5137)

Sous-adt n° 288 de M. Gilles Carrez (rédactionnel) : adopté (p. 5137)

Adt n° 100 de M. Michel Bouvard (taxe spéciale d'équipement instituée par les établissements publics fonciers mentionnés au b de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme : notification avant le 31 mars de l'année d'institution) (p. 5137) : adopté (p. 5138)

Adt n° 88 de M. Didier Gonzales (simplification et élargissement de l'assiette de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) (p. 5138) : retiré (p. 5139)

Adt n° 207 de M. Jean Launay (taxe additionnelle sur les cartes grises : majoration de 50 % pour les véhicules émettant plus de 250 grammes de CO² au kilomètre) : rejeté (p. 5139)

II - Autres mesures

Article 29 (reprise par l'État de la dette de la SNCF au titre du service annexe d'amortissement de la dette publique) (p. 5139) : adopté après modification (p. 5140)

Interventions : M. Éric Woerth (p. 5139) ;
M. Charles de Courson (p. 5139)

Adt n° 26 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5139)

Adt n° 280 du Gouvernement : adopté (p. 5139)

Article 30 (prise en charge par l'État de dettes vis-à-vis du Fonds de financement des prestations sociales agricoles - FFIPSA) : adopté après modification (p. 5140)

Adt n° 27 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 5140)

Article 31 (modification du plafond autorisé des remises de dettes consenties aux pays pauvres très endettés - PPTE) : adopté après modification (p. 5140)

Intervenant : M. Jean Launay (p. 5140)

Adt n° 111 rectifié de M. Michel Bouvard :
adopté (p. 5140)

Article 32 (autorisation et régime de la garantie universelle des risques locatifs - GRL) : adopté après modification (p. 5140)

Adts n°s 84 et 85 de M. Gilles Carrez : adoptés
(p. 5140)

Article 33 (validation de la garantie accordée à la Compagnie financière et industrielle des autoroutes - Cofiroute dans le cadre de son contrat de concession) : adopté après modification (p. 5140)

Intervenant : M. Gilles Carrez (p. 5140)

Adt n° 16 de la commission : adopté (p. 5140)

Après l'article 33

Adt n° 61 du Gouvernement (prêts consentis à la République du Liban par l'Agence française de développement : octroi de la garantie de l'Etat) (p. 5140) : adopté (p. 5141)

Adt n° 279 du Gouvernement (facilité de trésorerie consentie à la société anonyme de la raffinerie des Antilles par l'Agence française de développement : octroi de la garantie de l'Etat) : adopté (p. 5141)

Article 34 (modalités de prise en charge, par le Centre national de la cinématographie - CNC - et par le compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale", du produit de la taxe additionnelle au prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques) : adopté (p. 5141)

Après l'article 34

Adt n° 91 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (vidéo à la demande : institution d'une taxe au taux de 2 % sur les recettes publicitaires et de parrainage au profit du compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale") : adopté (p. 5141)

Adt n° 205 de M. Patrice Martin-Lalande (Centre national de la cinématographie : codification et précisions relatives aux ressources) : adopté (p. 5141)

Article 35 (répartition des produits des taxes affectées aux comités professionnels de développement économique et aux centres techniques industriels) : adopté après modification (p. 5141)

Adts n°s 116 à 118 et 113 de M. Gilles Carrez :
adoptés (p. 5141)

Après l'article 35

Adt n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5141) : adopté après modification (p. 5142)

Sous-adt n° 282 de M. Gilles Carrez (application aux événements ayant débuté après le 1er janvier 2007 et forclusion au 30 juin 2008 des demandes portant sur des événements antérieurs) (p. 5141) : adopté (p. 5142)

Adt n° 281 de M. Jean-Pierre Balligand (partenariats public-privé : généralisation de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) : rejeté (p. 5142)

Adt n° 197 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale dont le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de sa catégorie : minoration du potentiel fiscal à hauteur du plafond de participation qui serait mis à sa charge en cas d'application du taux moyen national de taxe professionnelle de sa catégorie) : rejeté (p. 5142)

Adt n° 57 du Gouvernement (modification des tarifs de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) : adopté (p. 5142)

Adts identiques n°s 18 et 170

Adt n° 18 de la commission (taxe professionnelle : possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, en cas de diminution des bases d'établissements exceptionnels, de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 5142) : adopté (p. 5143)

Adt n° 170 de M. Bernard Cazeneuve (taxe professionnelle : possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, en cas de diminution des bases d'établissements exceptionnels, de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 5142) : adopté (p. 5143)

Adt n° 268 deuxième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (bassins d'emploi à redynamiser : amélioration du dispositif) rectifié (suppression des dispositions autres que celles relatives au régime du plafonnement des aides aux entreprises) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5143)

Adt n° 58 du Gouvernement (commission interministérielle de coordination des contrôles : compétence étendue aux fonds européens nouvellement créés) : adopté (p. 5143)

Adt n° 21 du Gouvernement (ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement

supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5143) : rejeté (p. 5145)

Adt n° 154 du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du délai permettant aux rapatriés de demander la restitution des prélèvements effectués par l'Agence nationale pour l'indemnisation des français d'outre-mer) : adopté (p. 5145)

Adt n° 232 de M. Jean-Luc Warsmann (établissements publics de coopération intercommunale : précisions sur les modalités de calcul du dégrèvement pour le plafonnement de la taxe professionnelle) : retiré (p. 5145)

Adt n° 257 de M. Michel Bouvard (ajout d'informations dans le « jaune » annuel de la fonction publique et publication chaque année de celui relatif aux pensions) : adopté (p. 5145)

Adt n° 60 du Gouvernement (construction de la ligne TGV Casablanca-Tanger : garantie de l'État pour le prêt consenti par l'Agence française de développement) (p. 5145) : adopté (p. 5146)

Adt n° 62 deuxième rectification du Gouvernement (Saint-Martin et Saint-Barthélemy : calcul des dotations de l'État) : adopté (p. 5146)

Adt n° 17 troisième rectification de la commission (« jaune » des collectivités territoriales : ajout d'informations et présentation au moins cinq jours avant l'examen de l'article de la loi de finances évaluant les prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : adopté (p. 5147)

Adt n° 242 de M. Charles de Courson (rapport présentant les mesures compensatoires prévues en faveur des bars-tabacs du fait de la mise en conformité au droit communautaire de la législation sur les jeux en ligne) : retiré (p. 5147)

Adt n° 249 de M. Charles de Courson (Fonds de financement de la protection sociale agricole : rapport sur les mesures envisagées pour en garantir un financement durable) : retiré (p. 5147)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement

Après l'article 40

Adt n° 1 du Gouvernement (ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5147) : adopté (p. 5148)

Explications de vote

M. Jérôme Chartier (p. 5148) ; M. Jean Launay (p. 5148) ; M. Charles de Courson (p. 5148)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Jérôme Chartier (p. 5148)
Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Jean Launay (p. 5148)
Groupe Nouveau Centre : pour : M. Charles de Courson (p. 5149)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5149)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire
M. Gilles Carrez (p. 5511)

Intervention du Gouvernement
M. Eric Woerth (p. 5512)

Discussion générale
M. Charles de Courson (p. 5513) ; M. Jean Launay (p. 5515) ; M. Jérôme Chartier (p. 5516)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Interventions du rapporteur dans la discussion des amendements : M. Gilles Carrez (p. 5517 à 5518)

Adt n° 1 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : de précision) : adopté (p. 5517)

Adt n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5517) : adopté (p. 5518)

Adt n° 3 du Gouvernement (article 23 bis - institution d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation des automobiles et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres : de précision) : adopté (p. 5518)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5518)

M. Jean Launay (p. 5518) ; M. Jérôme Chartier (p. 5518) ; M. Charles de Courson (p. 5519)

Vote des groupes

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Jean Launay (p. 5518)
Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Jérôme Chartier (p. 5518)
Groupe Nouveau Centre : pour : M. Charles de Courson (p. 5519)

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements adoptés (p. 5519)

